

*Affaires urbaines*

Monsieur l'Orateur, le programme annoncé par le gouvernement donnera lieu à des dépenses inconsidérées à un moment inopportun pour une chose absolument inutile. D'après le ministre, il s'agit là d'un programme de démonstration destiné à susciter des projets qui apporteront des solutions aux problèmes urbains, et qui jettera également les bases de la participation canadienne à la Conférence des Nations Unies de 1976 qui se tiendra, incidemment, dans la ville de Vancouver.

Le ministre a dit souhaiter que cette conférence soit connue sous le nom de Habitat 2000.

Je me suis demandé s'il parlait de l'an 2000. Le député a poursuivi en disant:

Je soutiens sérieusement que c'est un gaspillage de 100 millions de dollars, ...

Le Nouveau parti démocratique dit que c'est un gaspillage de 100 millions de dollars, et je suis entièrement d'accord.

... qui n'aidera en rien à répondre aux besoins en logements.

J'appuie sans réserve cette déclaration du Nouveau parti démocratique. J'aimerais en mentionner une autre d'un député très compétent que j'écoute souvent quand il parle du logement. Voici ce que le député de Broadview (M. Gilbert) avait à dire, et je suis d'accord avec ses commentaires qui figurent à la page 820 du hansard du 25 mars:

Depuis des mois, nous avons vu monter en flèche les coûts de l'habitation, y compris le coût du terrain, les taux d'intérêt hypothécaire et le prix des matériaux de construction; en fait, ils ont atteint les niveaux les plus élevés jamais connus et contribué à une hausse sans précédent du coût de la vie au pays.

Qu'est-ce que le ministre d'État chargé des Affaires urbaines a fait, monsieur l'Orateur? Rien. J'ai examiné le discours du trône et il ne contient pas un mot à propos du problème du logement au Canada.

J'aimerais m'arrêter pendant quelques instants sur les propos du député de Broadview. Hier, le ministre a pris la parole pour défendre les mérites du discours du trône. On n'y dit en réalité rien. Le député de Broadview a poursuivi en disant:

Il ne contient pas un mot à propos de mesures législatives en vue de régler le problème. Le ministre s'est contenté de faire une déclaration la semaine dernière à propos d'un programme-pilote qui coûtera, comme le député de Calgary-Nord (M. Woolliams) l'a signalé, 100 millions de dollars pendant une période de cinq ans.

● (1540)

Puis il en est arrivé au moment stratégique. Le député néo-démocrate a fait la déclaration suivante, que j'approuve:

Toutes ces mesures ne représentent pas plus qu'une cacahuète pour un éléphant affamé.

Et moi je dis: voyez la taille de l'éléphant et voyez celle de la cacahuète!

Le ministre a parlé avec tendresse du discours du trône. Les libéraux sont amis du mot «*emphase*». Ils l'ont tous employé hier comme s'ils venaient de la découvrir. Ce devait être la première fois qu'ils le voyaient dans le dictionnaire. Je voudrais vous donner un exemple d'emphase véritable. Je prends à témoin le discours du trône. Croyez-moi, monsieur l'Orateur, voici ce qu'on y dit. Il n'y a qu'un seul petit paragraphe dans ce discours au sujet du logement.

**Une voix:** Et c'est sur les égouts.

**M. Woolliams:** Je suis d'accord avec le député, c'est sur les égouts. C'est 100 millions de dollars à l'égout, gaspillé. C'est ce qu'on retrouve dans le discours du trône. Ce sont

[M. Woolliams.]

des paroles mémorables. C'est de la vraie rhétorique, qui se lit comme suit:

Le Gouvernement s'est toujours soucie de fournir aux Canadiens un logement convenable, dans un milieu accueillant et à un prix raisonnable; ...

Ce n'est pas l'inquiétude du gouvernement qui préoccupe les Canadiens, c'est ce qu'il fait, c'est son programme. Nous savons que le gouvernement est repentant, nous savons qu'il adore le pouvoir et nous savons que sa sympathie lui est dictée par le degré de pouvoir qu'il veut, et il en veut beaucoup. Nous savons tout cela. Le paragraphe poursuit:

... les crédits nécessaires à la réalisation de cet objectif font l'objet d'une révision.

Savez-vous, monsieur l'Orateur, ce que cette révision coûte aux Canadiens? Elle leur coûte 100 millions de dollars, \$55,000 par jour pendant cinq ans. Le gouvernement dit vouloir protéger les contribuables par son programme. Les ministres ont voulu savoir pourquoi nous n'avions pas écouté le discours du trône. Le paragraphe poursuit en disant:

Il va proposer également d'accorder une aide importante aux programmes d'habitation pour les ruraux et les autochtones.

Nous avons entendu une déclaration à ce sujet qui n'était encore que de la pure rhétorique. Puis:

Le programme d'aide concernant le traitement des eaux-vannes sera amélioré ...

Cela signifie-t-il que les égouts seront plus grands, plus petits ou qu'ils seront prolongés?

... en vue d'augmenter le nombre des terrains desservis. Le Gouvernement proposera des mesures visant à accroître la protection offerte au consommateur sur le marché de l'habitation.

Il ne m'a pas fallu longtemps pour comprendre. C'est ce dont parlait le ministre. C'était dans le discours du trône. Le prix du logement augmente quotidiennement. Comme un député l'a déjà fait ici, je pourrais vous signaler chaque jour une augmentation des logements de 30 p. 100 dans certaines villes. Hier, j'ai fait état d'une maison qui a coûté \$25,000 il y a huit ans et qui en coûte maintenant \$85,000. Les terrains viabilisés continuent d'augmenter. Et pourtant, comme le dit le NPD, nous allons gaspiller 100 millions de dollars. C'est pourquoi nous désavouons le gouvernement de même que ce projet qui n'est qu'une manœuvre de diversion. C'est une tactique adoptée par le gouvernement pour camoufler un problème pour lequel il n'a aucune solution, soit l'inflation galopante. Ce qui était une nécessité pour nos concitoyens est devenue un luxe en l'absence de tout contrôle sur l'inflation intérieure. Une des premières priorités devraient être les nécessités essentielles du citoyen moyen. Ces nécessités sont devenues des luxes.

Si l'on analyse le discours du trône, on s'aperçoit que le gouvernement ne propose aucune solution à la crise du logement et aucun moyen d'atténuer la situation pour le consommateur, les personnes à revenu faible ou fixe. On s'aperçoit chaque jour qu'il est paralysé, incapable de faire quoi que ce soit et totalement à court d'idées. Est-il utile que j'en dise davantage sinon de demander à chaque député d'appuyer cette motion? Je demande à chaque député de faire son examen de conscience et de condamner cette dépense de 100 millions de dollars et, ce soir, par des actes et non des mots, de montrer au gouvernement l'opinion qu'ont de lui la population et ses représentants.